

ARRÊTÉ DU MAIRE

N° 21-82C

INTERDICTION DE STATIONNER AU DROIT DU N° 132 DE LA RUE RENÉ FRANCK

Le Maire de la commune de Petite-Forêt ;

VU la loi modifiée n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales,

VU le Code de la route et notamment les articles R110.1, R 110.2, R 411.5, R 411.8, R 411.18 et R 411.25 à R 411.28, R 417 -10§II 10, §4 et R 411- 25 al 3,

VU l'arrêté interministériel modifié du 24/11/67, portant instruction générale sur la signalisation routière,

CONSIDÉRANT la demande formulée par la société Enedis, sise, 67 rue du Rempart 59300 Valenciennes, en date du 29 octobre 2021,

CONSIDÉRANT qu'en raison de la pose de protection sur les réseaux électriques, il y a lieu d'interdire le stationnement eu droit du n° 132 de la rue René Franck,

ARRÊTE

Article 1 : le 12 novembre 2021, le stationnement sera interdit au droit du n° 132 de la rue René Franck,

Article 2 : la signalisation sera conforme aux prescriptions définies par l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire, approuvées par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, la fourniture, la pose et la maintenance de la signalisation seront assurées par les soins de la société Enedis,

Article 3 : les infractions seront constatées par procès-verbaux transmis aux tribunaux compétents et les véhicules enlevés aux frais et risques des propriétaires,

Article 4 : Nonobstant les dates fixées à l'article 1^{er}, ces dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux, concrétisée par la levée de la signalisation,

Article 5 : le présent arrêté figurera au registre des arrêtés municipaux et ampliation sera transmise à :

- Madame la Directrice Générale des Services,
- Monsieur le Directeur des Services Techniques,
- Monsieur le Directeur de la société Enedis,
- Monsieur le Commissaire de Police de Valenciennes,
- Monsieur le Commandant des Pompiers d'Anzin,
- Monsieur le Chef de la Police Pluricommunale,

Pour Le Maire empêché,
Le Premier Adjoint,

Rachid LAMRI.



Mairie de Petite-Forêt
Secrétariat Général

Acte notifié et/ou affiché le :

04 NOV. 2021

Le Maire certifie sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Lille, dans un délai de 2 mois, à compter de sa notification et/ou de son affichage ; saisine possible par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Pour Le Maire empêché,
Le Premier Adjoint,

Rachid LAMRI.

